

## Les enseignants sceptiques à l'idée d'un pacte pour en faire "toujours plus"

( ), (AFP) -

Des discussions se poursuivent mercredi sur le pacte proposé par le gouvernement aux enseignants, qui prévoit une hausse de rémunération conditionnée à de nouvelles missions. Mais les professeurs, qui estiment leurs tâches déjà alourdies, sont sceptiques à l'idée d'en faire "toujours plus".

"Je ne sais pas comment je vais faire", souligne Julie, professeure d'anglais dans un collège en Indre-et-Loire, qui consacre 24 heures par semaine à ses cours, et plus de 40 heures en tout à son travail.

"Je suis investie dans mon établissement et auprès de mes élèves, je participe à des projets. C'est beaucoup d'énergie", ajoute cette enseignante de 37 ans. "On nous en demande toujours plus".

Selon une étude de la Depp, l'agence statistique du ministère de l'Education, la moitié des enseignants disent travailler au moins 43 heures par semaine.

Ils sont parmi ceux qui ont le plus d'heures de cours en Europe, selon un autre rapport: 900 heures par an en élémentaire, contre 740 heures en moyenne dans les 22 pays de l'UE membres de l'OCDE, et 720 heures au collège (contre 659 dans l'UE).

Un enseignant sur deux déclare par ailleurs "un sentiment d'épuisement professionnel élevé", d'après un baromètre du ministère.

Leurs salaires, eux, sont à la traîne. Emmanuel Macron a promis aux enseignants une hausse de leurs rémunérations "pouvant aller jusqu'à 20%". Mais si une partie de cette revalorisation doit être inconditionnelle (la partie "socle"), une autre devra être liée à de nouvelles missions (le "pacte").

Le ministre de l'Education, Pap Ndiaye, a donné des pistes la semaine dernière, indiquant que ces tâches correspondraient à un "volume annuel d'environ 72 heures".

Parmi elles, des "missions liées au remplacement de courte durée" d'enseignants absents, d'autres "d'orientation et d'accompagnement des élèves" ou encore liées aux projets d'établissements dans le cadre du CNR (Conseil national de la refondation), a-t-il expliqué.

- "déli de réalité" -

Mais parmi les professeurs, nombreux sont ceux qui ont déjà l'impression de crouler sous les tâches. "Vouloir en ajouter davantage relève d'une forme de déni de réalité", estime Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire.

"La fonction de professeur principal s'est beaucoup alourdie" notamment en Terminale avec Parcoursup, et de manière générale avec "les missions d'orientation des élèves", explique un professeur d'histoire de lycée en Seine-Saint-Denis. "Et les conditions d'enseignement se sont beaucoup dégradées".

"On nous demande de faire des remplacements au pied levé alors qu'on a déjà 18 heures de cours, et du mal à suivre nos élèves avec des classes à 35", déplore-t-il.

"Beaucoup de collègues disent qu'ils sont à bout", constate aussi François Desnoyer, prof de maths en lycée à Toulouse. "On n'a pas la marge pour des missions supplémentaires".

Le sentiment de saturation est fort aussi chez les professeurs des écoles, qui dépassent régulièrement les 108 heures prévues par an pour leur temps hors classe (réunions, formations...).

"Concrètement, j'arrive à l'école à 8H00, j'ai 15 minutes pour manger le midi, et je repars vers 17H15 ou 18H15 le soir", témoigne Rémi Dupeyrat, enseignant en CM2 dans une école classée REP à Orléans, et représentant syndical SE-Unsa.

Pap Ndiaye a annoncé la création à la rentrée d'une heure de soutien en français ou en maths en 6e, assurée en partie par des professeurs des écoles.

Mais entre l'aide personnalisée aux enfants en difficulté, la préparation de ses cours, l'organisation d'une classe de mer, les réunions ou les dossiers d'orientation à remplir, Rémi Dupeyrat "ne voit pas comment il pourrait dégager une heure pour aller au collège".





PAYS :France  
SURFACE :100 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 8 février 2023 - Edition Fil Gen

Emilie, enseignante en CE1 à Marseille qui préfère ne pas communiquer son nom de famille, "ne voit pas où on va prendre ces heures" non plus. Pour elle, Le travail s'est déjà "considérablement tendu depuis quelques années avec la prise en compte des élèves avec des besoins particuliers", en situation de handicap, qui fait "exploser les heures de préparation".

"Faire des heures en plus, ce n'est pas la solution", estime-t-elle.

Afp le 08 févr. 23 à 10 23.

